J.A. 1211 Genève 2

LE TEMPS

QUOTIDIEN SUISSE ÉDITÉ À GENÈVE

AUJOURD'HUI

Emploi

Carrières: notre supplément de 14 pages

CRISE

En Irak, l'ONU prise en otage entre les insurgés et la coalition P. 2, 3

ODILE MEYLAN

RECONVERSION

Le nouveau défi de Nelly Wenger, nommée directrice de Nestlé Suisse P. 2, 21

VENDREDI 23 AVRIL 2004 - Nº 1858 WWW.LETEMPS.CH CHF 2.50, FRANCE: € 2.20

LA FEMME DU JOUR

VERONIQUE BOTTERON.COM

La «Nelly Nationale» à la tête de Nestlé Suisse

Durant trois mois, Nelly Wenger était devenue «Nelly Nationale». Après avoir incarné le grand rêve collectif des Suisses, l'Exposition nationale, la voici projetée à la tête d'une autre entreprise au caractère symbolique, Nestlé Suisse.

Désignée directrice générale d'Expo.02 en 1999, pour sauver de la dérive le grand rendez-vous des Suisses, l'ancienne directrice technique avait su redresser la barre, calmer les angoisses des uns et des autres, remettre les choses en place, redéfinir calendriers et objectifs. A une Suisse anxieuse pour son propre avenir et son Expo, elle avait réussi à donner le plaisir de la réussite. La Suisse alémanique, même si elle ne parle pas l'allemand, avait fini par s'enticher à la fois de «son» Expo et de «notre» Nelly nationale.

Née au Maroc il y a quarante-huit ans, titulaire d'un diplôme civil de l'EPFL, cette métisse des cultures a la réputation d'être une boule d'énergie. On la dit volcanique, voire explosive. Mais aussi mobile, fluide, inventive dans la recherche des solutions, nourrissant une sainte horreur pour les structures de contrôle rigide mises en place par la précédente direction.

Il est certain qu'elle aime l'action, que même si elle peut céder parfois à un ton cassant, elle place toujours le management au service du sens et de l'objectif. Son caractère méditerranéen, son agilité intellectuelle ou son intuition ne l'empêchent pas d'avoir de la méthode ni même de s'imposer parfois avec un ton cassant. Même si elle prétend ne pas s'attacher aux lieux et aux choses, ses séjours de travail en Tunisie et au Cameroun, la direction du bureau d'aménagement du territoire Urbaplan, à Lausanne, ou celle du Service vaudois d'aménagement du territoire ont laissé des empreintes fortes qu'elle évoque dans chacune de ses interviews. Au-delà du rêve, Expo.02 aura été pour elle une démonstration de ses capacités de femme manager.

Yves Petignat

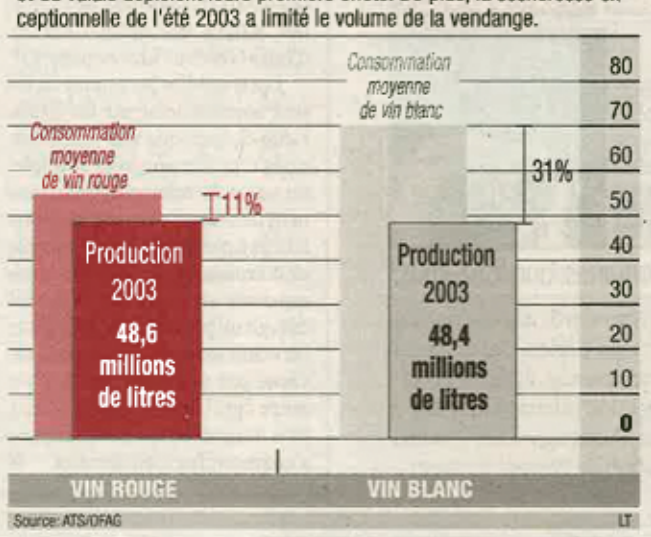
Lire aussi en page 21

EN UN COUP D'ŒIL

PLUS DE VIN ROUGE QUE DE VIN BLANC

PRODUCTION VITICOLE SUISSE EN 2003

Limitation de la production et reconversion du vignoble influencent le marché du vin. Les surfaces de Chasselas, Müller-Thurgau, Pinot noir et Gamay diminuent (–506 hectares) au profit des cépages autochtones ou inscrits dans la tendance (+420 hectares). Les aides à la reconversion introduites par la Confédération et par les cantons de Genève et du Valais déploient leurs premiers effets. De plus, la sécheresse exceptionnelle de l'été 2003 a limité le volume de la vendange.



Source: ATS/OFAG LT

rentre de Bagdad avec l'ébauche d'un plan?

La semaine dernière, lorsqu'on lui demandait qui assumera le pouvoir «souverain» à Bagdad dès le 1er juillet, quand le proconsul Paul Bremer s'en ira, George Bush a dit qu'il attendait la décision de M. Brahimi. John Kerry, lui aussi, parle du diplomate algérien septuagénaire comme d'un sauveur dont il connaît encore mal le nom: deux fois, le démocrate l'a appelé Brandini.

Ce retournement donne la mesure du désarroi américain. L'espoir, soudain, vient des Nations unies naguère honnies à la Maison-Blanche, mais dont John Kerry est à vrai dire depuis longtemps l'avocat. Et l'ONU arrive dans la personne d'un Arabe sunnite, ancienne connaissance de Saddam Hussein, qui ne cache guère son hostilité à l'entreprise américaine et à la manière dont l'occupant se comporte, à Falloujah par exemple.

Lakhdar Brahimi, après quelques escales sur le chemin du retour au Proche-Orient et en Europe, vient parler de son plan avec Kofi Annan. Puis il repartira, dans quelques jours, à Bagdad. Ce vieux routier pessimiste et réaliste, qui a usé ses talents en Afghanistan, est animé par deux convictions qui transparaissent dans ses rares confidences: l'Irak va très mal sous l'occupation, il faut aller le plus vite possible aux élections. Entretemps, il faut enterrer le projet américain de transformer, le 30 juin au soir, le Conseil de gouvernement en Gouvernement provisoire. Les 25 membres de cet organe créé par les Américains sont pour la plupart déconsidérés. Lakhdar Brahimi propose de lui substituer une équipe de techniciens d'abord compétents, coiffés par un président, deux vice-présidents et un premier ministre. Un tel pouvoir aura-t-il plus de crédibilité aux yeux des Irakiens: «Je l'espère, dit l'homme de l'ONU, je n'en suis pas sûr.»

Un obstacle immédiat a surgi. Les membres du Conseil de gouvernement ne sont pas tous prêts à se laisser enterrer. La plus claire résistance vient d'Ahmed Chalabi, qui disparaîtrait dans une poubelle si ses protecteurs du Pentagone n'étaient pas à Bagdad. Cet affairiste, qui a recommencé à faire des affaires à peine rentré d'exil, lutte pour sa survie. Il attaque l'ONU, le plus clair danger pour lui, en cherchant à en faire un ennemi corrompu du peuple irakien, puisque l'organisation était chargée de l'application des sanctions depuis 1990. Le tir de barrage à propos de la gestion du programme «Oil for food» (lire en page 3) trouve là sa logique et son origine. Chalabi contrôle la commission financière du Conseil de gouvernement. Ses services, avec l'aide de conseillers britanniques et américains, passent au crible les archives pour mettre dans l'embarras les Nations unies.

Le massacre du 19 août dernier et la mort de Sergio Vieira de Mello ne sont pas oubliés

rien dit aux Américai «doivent accepter de viv monde tel qu'il est». Richa tage, le bras droit de Coli est parti au Proche-Ori plaider dans le même sens.

Kofi Annan, pour le mo veut pas aller plus loin. U teur politique, aussi dis possible, c'est ce que l'org peut offrir. Si le secrétair voulait aller au-delà, il se probablement à une très fo tance intérieure. Le massa août dernier et la mort Vieira de Mello ne sont pa Les cadres en ont tiré la co que l'ONU ne pouv prendre le risque d'a comme un agent de la fo cupation. Kofi Annan a jeudi matin les termes qu'i introduire dans la dernièr tion du Conseil de sécurit tendant la suivante: les unies ne retourneront en Irak que «si les circonstanc mettent». Elles ne le per pas tant que le pouvoir ma partient aux généraux an Et les forces d'occupation pas se retirer.

Lakhdar Brahimi, bouc émissaire en puissance

Le représentant de l'ONU en Irak assure une fonction à très haut risque qui l'oblige à garder profil bas.

AP

Lakhdar Brahimi.

«Lakhdar Brahimi sait que l'Irak est un piège pour les Nations unies et pour lui-même. Tous ses gestes, toutes ses déclarations sont calculés…» Le diplomate qui s'exprime ainsi au téléphone depuis Bagdad est clairement pessimiste. Pour lui, l'Irak d'avril 2004 est tout sauf propice à un retour massif de l'ONU et de sa bannière bleu clair. Et le représentant spécial de Kofi Annan dans ce pays à genoux, le diplomate algérien Lakhdar Brahimi, en a tiré les conséquences. «Lors de sa deuxième mission sur place – achevée à la mi-avril, la première avait eu lieu en février –, Lakhdar Brahimi a, par exemple, évité de rencontrer la communauté diplomatique présente à Bagdad, poursuit notre interlocuteur. Il ne veut surtout pas apparaître comme l'une des parties prenantes de l'occupation. Il ne veut pas non plus susciter d'espoir au sein de la population. L'ONU aujourd'hui est en Irak un acteur qui se cache. De peur de se retrouver de nouveau dans la ligne de mire.»

Les Irakiens ont la même impression. Avant l'attentat tragique du 19 août 2003 contre l'Hôtel Canal, alors siège de l'Organisation à Bagdad, les véhicules onusiens étaient très visibles dans la capitale. Ils avaient certes été repeints en bleu marine après la guerre, délaissant le blanc et le sigle UN associé de trop près aux inspections controversées sur les armes de destruction massive. Mais ils circulaient sans escorte, garés devant les hôtels du centre-ville où logeaient les équipes chargées de l'aide humanitaire, dans le cadre de la prolongation du programme «Pétrole contre nourriture» (lire en page 3). Le drame du 19 août, où 22 onusiens trouvèrent la mort, dont le représentant spécial de l'époque, Sergio Vieira de Mello, a tout changé. L'ONU, qui se croyait au-dessus des partis, s'est retrouvée prise pour cible. Au point que Kofi Annan a dû ordonner l'évacuation du pays après un second attentat, en octobre: «Tous les Irakiens disent que ces attaques ont été commises par des terroristes étrangers infiltrés, nous expliquait à Amman, en décembre, une responsable onusienne. Moi, je n'en suis pas sûre. La vérité, c'est que l'Irak est toujours en guerre. Or, dans ce type de guerre, tous les coups sont permis, et la soi-disant impartialité onusienne ne peut pas exister.»

Arrivé tout droit d'Afghanistan, où il a dirigé la mission de l'ONU d'octobre 2001 au 31 décembre 2004, Lakhdar Brahimi s'est très vite retrouvé en prise avec ce climat délétère. Le fait d'avoir évoqué, dans son premier rapport publié fin février, le risque d'une partition de l'Irak l'a aussitôt transformé en bête noire aux yeux d'une bonne partie de l'establishment chiite, religieux ou non. Le grand ayatollah Sistani a toujours refusé de le rencontrer alors qu'il avait accordé une audience à son prédécesseur, Sergio Vieira de Mello. Le politicien Ahmed Chalabi, membre du Conseil de gouvernement installé par les Américains, n'a de cesse de le déstabiliser, allant jusqu'à accuser l'Algérien de «partialité» parce qu'il est lui-même sunnite. «L'ONU est un bouc émissaire commode pour tous», explique Oucham, un ancien employé du Programme alimentaire mondial. Ce qui garantit des pressions maximales, de toutes parts, au moment de la préparation des lois électorales et du scrutin législatif décisif de janvier 2005.

Richard Werly

Des échéance délicates

À PARIS CE VENDREDI, devrait rencontrer les au françaises et le ministre Affaires étrangères d'Ira **LAKHDAR BRAHIMI** sen ensuite **À NEW YORK FI AVRIL** pour examiner, av Kofi Annan, les conditio retour de l'ONU en Irak, fonction ou non de l'ado d'une nouvelle résolutio Conseil de sécurité. Les Unis et leur premier allié Grande-Bretagne, sont favorables au vote d'un nouveau texte qui «institutionnaliserait» la passation des pouvoirs coalition et un futur gouvernement irakien, q l'ONU aiderait sur le pla électoral.

L'échéancier prévu est l suivant: **PASSATION DE POUVOIRS** fin juin à un gouvernement irakien di par un premier ministre, flanqué d'un chef de l'E de deux vice-présidents élection d'une **ASSEME CONSTITUANTE** en janv 2005, **RÉFÉRENDUM** le octobre 2005 puis **ÉLEC LÉGISLATIVES** deux mo tard. Une perspective à terme que beaucoup d'Irakiens, cassés par la guerre, ont le plus grand envisager.

SOCIÉTÉ
Le guide Michelin défend son honneur P. 36

CULTURE
«Eurêka», un film japonais ambitieux qui est une belle méditation sur l'humain P. 39

TABLEAU DE BORD

SMI 5789,60 (–0,09%)	FTSE100 4571,80 (+0,70%)
DAX30 4059,15 (+0,82%)	NASDAQ 2032,91 (+1,87%)
CAC40 3785,55 (+1,13%)	DOW JONES 10464,89 (+1,43%)
EURO/CHF 1,5587	
EURO/USD 1,1873	
USD/CHF 1,3096	

Cours billet vente

ACTEUR

Michael Dell
Président du conseil d'administration de Dell

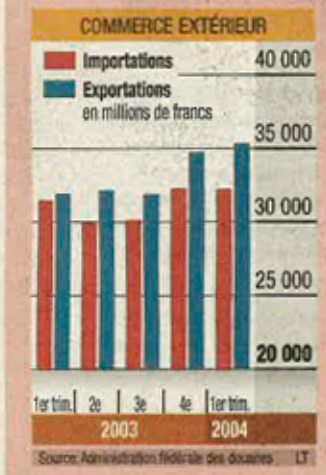
BLOOMBERG NEWS

«Presque tous les clients auxquels nous parlons se tournent vers le système d'exploitation Linux»

Intéressante interview croisée, dans *Fortune*, de Michael Dell, l'homme qui a poussé à fond la *vente directe d'ordinateurs*, et de son nouveau directeur général, Kevin Rollins. Les deux hommes racontent avec humour la façon *dont ils travaillent ensemble* – «nous passons peu de temps à nous demander qui est responsable de quoi», «il nous arrive aux deux d'avoir des idées stupides». Ils estiment que la sous-traitance des services informatiques est «une erreur». Enfin, Michael Dell confirme le mouvement de fond en faveur du logiciel d'exploitation libre Linux: «La plupart des clients auxquels nous parlons se tournent vers lui», parce qu'il réduit considérablement le coût des serveurs. LT

LE GRAPHIQUE DU JOUR

Nette hausse des exportations suisses



Les exportations suisses ont fortement augmenté au 1er trimestre 2004 (+10,7% sur un an). Pratiquement toutes les branches y ont contribué, sauf le textile. Les importations ont pour leur part crû de 2,3%. La balance commerciale trimestrielle présente un excédent de 3,1 milliards de francs, plus que septuplé par rapport aux 418,3 millions de janvier-mars 2003. L'Administration fédérale des douanes parle de signes «encourageants». La nette augmentation de l'excédent commercial s'explique par le fait que les prix des exportations ont augmenté de façon plus marquée que ceux des importations. ATS

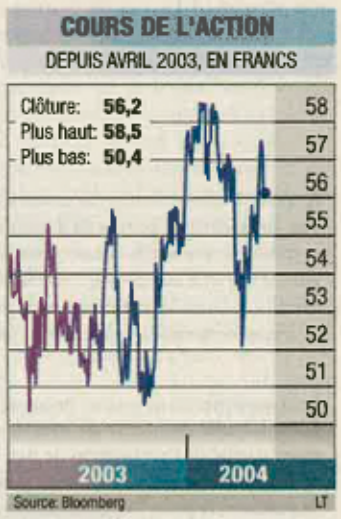
PHARMA • Au lendemain d'une rencontre entre Daniel Vasella, patron du groupe bâlois, et le ministre allemand de l'Economie, Novartis franchit un pas important en vue d'une fusion avec Aventis • Le gouvernement français n'a pas montré jusqu'ici qu'il atténuait son opposition à un tel rapprochement. Les syndicats d'Aventis, de leur côté, assurent qu'ils feront tout pour le faire échouer

Novartis ouvre des négociations de fusion avec Aventis malgré la farouche opposition syndicale

Jean-Claude Péclet

Coup de bluff ou pas décisif? C'est par une phrase sèche glissée dans un communiqué sur ses résultats trimestriels que Novartis a annoncé jeudi matin qu'il va entamer «des négociations en vue d'une fusion» avec le groupe pharmaceutique franco-allemand Aventis, ce qui donnerait naissance en cas d'aboutissement au numéro 2 mondial du secteur, derrière Pfizer. Aucun prix n'est articulé pour l'instant.

Jusqu'ici, Novartis avait signalé son intérêt pour Aventis – cible d'une offre publique d'achat inamicale de la part de Sanofi-Synthélabo – mais ne voulait pas s'engager plus avant tant que le gouvernement français n'aurait pas donné des gages de sa neutralité dans cette opération dont les enjeux sont énormes. Paris ne fait pas mystère du déplaisir que lui inspire la démarche du groupe suisse. Le premier ministre Jean-Pierre Raffarin a déclaré plusieurs fois qu'il défendrait «l'intérêt national» dans cette affaire, une façon à peine voilée de dire sa préférence pour l'offre à 45 milliards d'euros du français Sanofi-Synthélabo.



Confronté à cet obstacle, Novartis avait adopté il y a quelques semaines une position attentiste en conditionnant la suite des opérations à des signaux d'ouverture de la part des autorités françaises. On ne les a pas vraiment vus, bien que le directeur financier de Novartis, Raymund Breu, se dise «rassuré» par les déclarations récentes de Gerhard Schröder et Jacques Chirac, et que le patron du groupe, Daniel Vasella, ait rencontré mercredi le ministre allemand de l'Economie et du travail, Wolfgang Clement. D'où l'étonnement qui a saisi les marchés jeudi quand le groupe suisse a décidé sinon de se jeter complètement à l'eau, du moins de se mouiller davantage dans une démarche qui comporte de gros risques, notamment syndicaux.

La réaction ne s'est d'ailleurs pas fait attendre de ce côté-là. Dans une lettre adressée au ministre de l'Economie Nicolas Sarkozy, les représentants des travailleurs d'Aventis réaffirment être «farouchement opposés» au projet de fusion avec Novartis et qu'ils «mettront tout en œuvre pour le faire échouer». Outre le fait que «l'aboutissement d'un tel projet conduirait la France à renoncer à son indépendance sanitaire sur des projets aussi sensibles que les vaccins et les antibiotiques», l'intersyndicale s'inquiète «du nombre important de licenciements» qu'entraînerait l'opération. Des craintes similaires sont exprimées en Suisse par Hans Furer, de l'Association des employés de l'industrie chimique.

Mais peut-être Daniel Vasella, patron de Novartis, paie-t-il simplement pour voir. Tout en confirmant qu'on entre bien dans des négociations et non de simples entretiens exploratoires, Raymund Breu précise que le groupe sera «très diligent (ndlr: comprendre prudent) dans son approche» et qu'il n'y a «aucune garantie de succès». On sait que la direction d'Aventis, contrairement au gouvernement français, souhaite un rapprochement avec Novartis, ce qu'elle a confirmé jeudi en se félicitant de la décision du groupe bâlois. Dans un proche avenir, elle lui communiquera donc à fins de «due diligence» une moisson d'informations qui, quelle que soit l'issue des discussions, seront bien utiles aux Suisses.

> **«On est encore loin de la fin de la partie. La prochaine étape? Une augmentation de l'offre de Sanofi»**

«On est encore loin de la fin de la partie», pronostique Richard Jarvis, analyste chez Pictet à Londres. «La prochaine étape sera une augmentation de l'offre de Sanofi-Synthélabo, qui devrait intervenir dans les trois ou quatre prochaines semaines», dit Jacques-Antoine Bretteil, un gestionnaire de fonds de International Capital Gestion à Paris détenant des actions des trois compagnies impliquées. Plus positive, Denise Anderson, de Kepler Equités à Zurich, souligne qu'une fusion Novartis-Aventis «serait la première de cette importance depuis longtemps qui ne serait pas dictée par le désespoir d'un côté ou de l'autre».

Pour le premier trimestre 2004, le groupe bâlois a augmenté son chiffre d'affaires de 16% (8% en monnaies locales), à 6,64 milliards de dollars. Le bénéfice net progresse de 22%, à 1,29 milliard de dollars. La Bourse a été moins sensible à ces chiffres qu'aux risques liés à l'aventure Aventis, et le cours de l'action a reculé de 2% jeudi. ■

ALIMENTATION • Les difficultés du groupe avec sa marque française provoquent les réactions opposées de syndicalistes et d'un actionnaire

Perrier trouble l'assemblée générale de Nestlé

Un débat syndical par actionnaires interposés a eu lieu jeudi à l'assemblée générale de Nestlé. Plusieurs représentants des travailleurs français sont montés à la tribune, dans la grande salle du Palais de Beaulieu à Lausanne, pleine à craquer de 2340 actionnaires, pour protester contre les quelque 1000 suppressions d'emplois envisagées en France pour l'ensemble du secteur eau du groupe veveysan. Un actionnaire a ensuite interpellé la direction pour savoir combien de temps Nestlé allait encore tolérer la productivité anormalement basse dans l'usine Perrier, à Vergèze, dans le sud de la France.

«En plus de dix ans, Nestlé n'est pas parvenu à mettre de l'ordre dans cette société, critique un petit actionnaire suisse. Le prix d'achat, en 1992, était surévalué alors que tout le monde savait que les employés, fortement syndicalisés, obtenaient une rémunération supérieure de 25 à 30% à la moyenne régionale. L'usine est sous influence de la CGT. Le groupe a investi 2,5 milliards de francs à l'achat et plusieurs centaines de millions dans un programme de modernisation. Je comprends les préoccupations syndicales, mais les organisations ouvrières doivent prendre conscience du monde concurrentiel dans lequel on vit. Nestlé va-t-il encore soutenir longtemps Perrier?»

Le président du comité d'établissement Perrier ne voit pas les choses ainsi. «Nestlé veut supprimer 356 emplois rien que chez Perrier, soit un quart des effectifs, alors que l'objectif visé est de vendre 1,2 milliard de petites bouteilles vertes en 2010, contre 500 à 600 millions aujourd'hui. On ne peut pas traiter le capital humain de cette façon.»

Peter Brabeck, administrateur délégué, n'a pas réitéré la menace de vendre Perrier si les syndicats refusent d'entrer en matière sur une augmentation de la productivité. Frits van Dijk, patron de Nestlé Waters, a cependant bien fait comprendre que sa patience avait des limites. «Nous devons ramener la performance de Perrier à un niveau raisonnable dans les deux ans, sinon on fragilise l'ensemble de Nestlé Waters pour une marque qui ne génère que 6% du chiffre d'affaires.» Quatre solutions sont possibles: continuer à investir sans garantie de hausse de productivité, céder la marque à un tiers en lui refilant la patate chaude, mettre en place un plan social «traumatisant» ou revoir l'organisation avec les partenaires sociaux pour améliorer durablement la productivité tout en supprimant des emplois, principalement par des retraites anticipées. Nestlé Waters a choisi, pour l'instant, la dernière. Le groupe sera ferme. Il a fait ses comptes et juge parfaitement anormal que ses concurrents puissent atteindre 1,2 million de bouteilles produites par an et par collaborateur, alors que Perrier stagne à 600 000 bouteilles.

Critiques isolées

Nestlé a aussi été attaqué par un représentant syndical colombien qui l'accuse de ne pas lever le petit doigt contre les actions de groupes paramilitaires qui menacent les ouvriers engagés dans la fabrication de lait en poudre lorsqu'ils défendent leurs droits. Peter Brabeck a relativisé le problème en rappelant qu'il est statistiquement normal, avec plus de 500 usines et 270 000 emplois dans le monde, que Nestlé soit confronté çà ou là à quelques frictions. Il fait remarquer qu'il s'est déplacé personnellement en novembre 2003 pour discuter avec les syndicats. «Je ne tolère pas que les ouvriers critiquent la qualité des produits qu'ils fabriquent, sciant ainsi la branche sur laquelle ils sont assis.»

Quelques critiques isolées ont été faites sur le niveau des salaires des dirigeants. Rainer Gut, président du conseil d'administration, les avait anticipées en consacrant près de la moitié de son exposé inaugural à cette question. Il refuse d'aller plus loin que l'exigence des autorités boursières suisses, limitée au montant global versé au conseil d'administration et à la direction générale. «C'est du voyeurisme populiste», affirme Rainer Gut, en affirmant qu'une plus grande transparence produirait un effet contraire à celui recherché, soit la hausse des rémunérations par surenchère et le choix d'implantation des dirigeants dans d'autres pays que la Suisse. L'assemblée a en outre avalisé sans difficulté l'entrée dans le conseil d'administration de cinq nouveaux membres, dont Kaspar Villiger, ancien conseiller fédéral, et Carolina Müller-Möhl, présidente du groupe d'investissement du même nom.

Willy Boder

Nelly Wenger: «Nestlé recèle un potentiel humain incroyable»

L'ex-directrice d'Expo.02, engagée par la société veveysanne en automne 2003, dirigera la filiale suisse.

Joli défi pour Nelly Wenger. L'ancienne «Madame Expo.02», qui, auparavant, codirigeait le bureau d'études Urbaplan, prendra en janvier prochain la succession d'Alexander Jost à la tête de Nestlé Suisse, qui emploie 2700 personnes et a généré l'an dernier un chiffre d'affaires de 1,24 milliard de francs.

Le Temps: Diriger une grande société alimentaire est un travail assez différent de ce que vous avez fait jusqu'ici. Vous y sentez-vous prête?

Nelly Wenger: J'avais envie de travailler dans un environnement économique et international. Expo.02 a été une excellente école de management, de telles manifestations apprennent à gérer la complexité. Il faut des visions et la volonté de les faire aboutir avec succès. Depuis mon arrivée chez Nestlé, en automne 2003, j'ai visité des usines en Suisse, en Allemagne, en Espagne, en France. Je m'y suis familiarisée avec la grande diversité des produits du groupe et, surtout, avec cette culture d'entreprise à la fois très forte et déclinée différemment selon les marchés. Nestlé recèle un potentiel humain incroyable, il faut le vivre pour le comprendre. Nous travaillerons en tandem avec Alexander Jost jusqu'à la fin de l'année, et je me sens apte à relever le défi qui m'est proposé.

– L'entrepreneur Carolina Müller-Möhl est élue ce jeudi au conseil d'administration de Nestlé, vous êtes nommée directrice de Nestlé Suisse. Coïncidence, ou volonté de féminiser le groupe?

– Ce n'est pas à moi qu'il faut poser la question. Je dirais plutôt: coïncidence. Je pense qu'une femme peut apporter un regard complémentaire utile dans les activités qui seront les miennes. Cela dit, des groupes comme celui-ci ont des structures de marketing élaborées qui intègrent déjà largement l'élément féminin dans les stratégies produits.

VÉRONIQUE BOTTERON

Nelly Wenger: «Je me sens apte à relever le défi qui m'est proposé.» ARCHIVES

Propos recueillis par J.-C. P.

PUBLICITÉ

Escaliers pour habiter

Keller Treppenbau AG
1202 Genève, Tél. 022 731 19 10
www.keller-treppen.ch